

On ne joue plus !

Du même auteur

Les Veilleurs du ciel
Don Quichotte, 2015

Jean-François Julliard

On ne joue plus !

Manuel
d'action climatique
et de désobéissance civile



57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

ISBN 978-2-02-142160-6

© Éditions du Seuil, mai 2019.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Introduction

Ce livre est un appel à l'audace et un encouragement à passer à l'action. Nous sommes la dernière génération d'êtres humains à pouvoir agir pour endiguer les dérèglements du climat. Si nous laissons ce problème entre les mains de nos enfants, il sera trop tard. Nous devons tout tenter au cours de la prochaine décennie pour limiter les conséquences du changement climatique, afin de préserver la biodiversité et conserver une planète vivable pour le plus grand nombre d'espèces.

L'urgence climatique n'est plus contestée. En Europe et dans une bonne majorité des pays, le déni climatique a cessé, au cours des dernières années, et c'est une excellente nouvelle. La prise de conscience individuelle et collective s'est affermie grâce aux alertes répétées des scientifiques. Les membres du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et ceux du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) ont formulé des exigences impossibles à ignorer. Il nous reste douze ans pour réduire

massivement nos émissions de gaz à effet de serre (GES). Sans changement majeur d'ici 2030, nous nous aventurerons dans un monde inconnu, aux règles incertaines et aux impacts sur les populations imprévisibles.

Cet ouvrage n'a pas l'ambition de dresser un diagnostic ou un état des lieux du monde qui nous attend. Beaucoup ont déjà œuvré en ce sens. Les vagues de sécheresses immenses, les phénomènes de précipitation extrêmes, la montée des eaux, les perturbations des cycles du carbone, de l'azote et du phosphore essentiels au maintien des écosystèmes et tous les bouleversements qui s'ensuivent sont décrits dans une multitude d'articles et d'ouvrages. Ce livre souhaite plutôt donner quelques clés pour ceux qui veulent s'engager davantage et participer à un élan nouveau pour la protection du climat et de la vie sur Terre. D'ailleurs, il laisse la parole, en priorité, aux acteurs de ce mouvement. Les lycéens ou les étudiants en grève, les désobéissants qui agissent à leurs risques et périls, les juristes qui tracent les nouveaux chemins pour une réelle justice climatique, les consommateurs qui boycottent les produits nuisibles... sont les meilleurs ambassadeurs de cet engagement croissant pour la vie sur Terre.

Des conseils pratiques sont distillés pour que chacun trouve sa voie parmi les multiples formes

d'action. Désobéir, oui, d'accord, mais comment, avec qui, et quels sont les risques ? Porter plainte contre une entreprise ou une collectivité, organiser des actions de désobéissance civile contre une banque ou un producteur d'énergie, ne sont pas anodins et peuvent tourner au cauchemar si on se lance sans soutien et sans préparation. Ce livre donne quelques pistes concrètes pour s'y retrouver et savoir à quelle porte frapper.

Le moment charnière de cet élan nouveau pour le climat, en France en tout cas, beaucoup le situent le 28 août 2018, jour de la démission de Nicolas Hulot, alors ministre de la Transition écologique et solidaire. Le constat d'échec déroulé longuement ce matin-là par l'une des rares personnalités capables d'adresser un message écologiste à un très large public a été un déclic pour nombre de personnes. Ce même été 2018 a déjà contribué à installer le sujet dans nos consciences. Les températures records atteintes au Japon (40,1°C), au Pakistan (50,2°C) et, plus inquiétant encore, au cercle polaire (30,2°C), puis les incendies de forêts toujours plus nombreux et difficiles à circonscrire, enfin une surmortalité alarmante chez les populations les plus vulnérables, notamment les personnes âgées ou en mauvaise santé, marquent fortement les esprits. L'année 2018 a été la plus chaude en France depuis le début des mesures

en 1900. La température moyenne a été de 1,4 °C au-dessus de la référence.

La démission du ministre le plus populaire du gouvernement sonne aussi le glas de la confiance accordée à l'État pour endiguer la catastrophe climatique. Si Nicolas Hulot n'a pas réussi à convaincre le président, qui le pourrait ? Si les lobbies l'ont, une fois de plus, emporté, que reste-t-il à faire, sinon à subir ? Peu importe finalement le remplaçant ou la remplaçante de Nicolas Hulot. Si lui-même, avec son aura et la complicité qu'il est parvenu à instaurer avec le chef de l'État, n'a pas pu corriger le tir, il est à craindre qu'aucun autre politique, homme ou femme, n'en aura la capacité. Le départ, très médiatisé, de Nicolas Hulot a eu l'effet d'un électrochoc citoyen. Si la classe politique réagit peu, si les responsables en place poursuivent leur agenda comme si rien ne s'était passé, l'opinion publique, quant à elle, est profondément affectée. Dès le 8 septembre, une marche pour le climat s'organise et connaît un succès extraordinaire. Ce jour-là, plus de 100 000 personnes descendent dans la rue, dont près de 50 000 à Paris. Au-delà des militants habituels, on trouve de nombreuses personnes et même des familles qui n'ont jamais participé à une manifestation pour l'écologie.

Un mois plus tard, le 8 octobre, les scientifiques assènent le coup de grâce. D'après le GIEC, le

changement climatique est bien plus rapide qu'on ne le pensait. Le point de non-retour, qui devait se situer autour de 2050, pourrait survenir dès 2032, et les conséquences d'un réchauffement de 2°C seront autrement plus graves que si nous parvenons à le limiter à 1,5°C. Le constat est sans appel. Pourtant, les chercheurs refusent le fatalisme. Ils dressent froidement les trajectoires que nous pouvons suivre et, parmi elles, plusieurs supposent une issue positive. Bien sûr, ce sont celles qui nous demanderont le plus d'efforts en termes de transformations sociétales, mais elles existent, et l'objectivité avec laquelle les scientifiques détaillent ces voies possibles a quelque chose de rassurant. « Rien n'est encore sûr », disent-ils en décrivant les chemins que nous arpentons.

Malgré un constat alarmiste, c'est dans un état d'esprit volontaire et optimiste que beaucoup se rendent à la marche suivante, le 13 octobre. « Nous sommes plus chauds que le climat », « Si on s'y met tous, on va y arriver », « Faisons-nous confiance », « Ensemble, on est plus forts qu'eux », les slogans, ce jour-là, sont confiants et déterminés. Quelques jours plus tôt, l'initiative « Il est encore temps », lancée par plusieurs youtubeurs, avec le soutien d'associations et de groupes de citoyens, a remporté un franc succès. « On vous aide à trouver votre place », affiche ce site qui présente une large palette d'engagements individuels

ou collectifs sur les questions climatiques et environnementales. D'autres youtubeurs, avec « On est prêt », en remettent une couche en proposant un challenge : diffuser une vidéo par jour pendant un mois pour donner des exemples d'actions positives pour le climat. Les audiences cumulées de ces 62 youtubeurs se comptent en dizaines de millions.

La dernière marche pour le climat de l'année 2018, prévue le 8 décembre, survient dans un contexte très particulier.

Tout d'abord, elle se situe en plein milieu de la COP24, la conférence mondiale pour le climat, organisée cette année-là en Pologne. Cette conférence a été, de l'aveu de l'immense majorité des observateurs, un échec. Les participants ont certes réussi à se mettre d'accord sur les règles d'application de l'Accord de Paris, signé trois ans plus tôt. Mais ils n'ont pas été capables de rehausser leur niveau d'ambition, comme le réclamaient les experts du climat. Cette 24^e conférence climatique semble même avoir accentué l'incompréhension entre les responsables politiques et les populations. À la clôture de l'événement, alors que beaucoup expriment leur colère et leur déception face à l'incurie des dirigeants politiques, le gouvernement français, à travers son ministre de la Transition écologique, François de Rugy, exprime sa satisfaction. « Nous avons ce soir un accord

ambitieux, sans dévoyer nos engagements et nos objectifs », écrit-il dans un tweet, le 15 décembre.

Ensuite, cette marche du 8 décembre se tient au plus fort du mouvement des « gilets jaunes » qui a vu le jour dès l'annonce de l'augmentation de la taxe sur les carburants, une mesure jugée utile par de nombreux écologistes. Pour la plupart des commentateurs, les deux mobilisations s'opposent dans leurs revendications. Emmanuel Macron lui-même évoque la crise de la fin du mois et celle de la fin du monde. Nicolas Hulot, Christophe Castaner et bien d'autres prennent la parole pour demander l'annulation de la marche pour le climat, évoquant un contexte « explosif » et « dangereux ». Mais jusque dans les dernières heures précédant la manifestation, des efforts sont menés pour créer des passerelles entre les « gilets jaunes » et les militants du climat. Les prises de parole insistent sur la nécessité d'une « transition écologique juste, sociale et équitable ». Des mesures favorables au règlement des deux crises sont proposées, comme la rénovation thermique des bâtiments ou la sobriété énergétique, à la fois nécessaires pour émettre moins de CO₂, pour réduire sa facture énergétique et pour améliorer son confort de vie.

« Gilets jaunes et gilets verts ensemble », peut-on lire dans le cortège qui se met finalement en mouvement le 8 décembre. Certes, les familles

ont, pour l'essentiel, disparu par peur d'incidents le long du parcours. Mais, à Paris et ailleurs, les participants répondent présents à l'appel et, pour la troisième fois en trois mois, des dizaines de milliers de personnes battent le pavé au nom de l'urgence climatique.

Au lendemain de la COP24, juste avant la trêve de Noël, les organisations Notre affaire à tous, Oxfam, la Fondation pour la nature et l'homme et Greenpeace lancent L'Affaire du siècle. Il s'agit d'un recours juridique contre l'État pour carence fautive en matière de lutte contre le dérèglement climatique. Dans ce dossier, nous tentons de démontrer que l'État a failli gravement à sa mission de protection de l'environnement et des populations. À travers plusieurs normes – la Constitution française, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, l'Accord de Paris –, l'État s'est engagé à œuvrer pour le bien-être de sa population. La charte de l'environnement, adoptée en 2004 et intégrée au bloc constitutionnel du pays, pose plusieurs principes fondamentaux, dont le « droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé » dans son article 1^{er}, ou le « devoir de prendre part à la protection et à l'amélioration de l'environnement », dans son article 2. De son côté, la Cour européenne des droits de l'homme a rap-

pelé à plusieurs reprises, dans sa jurisprudence, la nécessité de protéger les populations du risque environnemental. Elle a notamment stipulé que « l'article 8 [de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme] peut trouver à s'appliquer dans les affaires d'environnement, que la pollution soit directement causée par l'État ou que la responsabilité de ce dernier découle de l'absence d'une réglementation adéquate de l'activité du secteur privé ».

Pour cela, l'État a pris des engagements de réduction des émissions de GES, mais aussi de développement des énergies renouvelables et de réduction de sa consommation d'énergie. Or les objectifs que l'État s'est fixés par des lois ne sont pas respectés. Le plus inquiétant concerne les émissions de gaz à effet de serre qui sont reparties à la hausse en France en 2016. L'État a dépassé de 3,6 % en 2016 et de 6,7 % en 2017 les plafonds d'émissions qu'il s'était accordés dans sa Stratégie nationale bas-carbone. En cela, l'État ne peut se dédouaner de sa responsabilité, et un recours juridique auprès du tribunal administratif s'impose.

L'effet auprès du public a été immédiat. En moins de 48 heures, grâce à la diffusion massive d'une vidéo réalisée par des youtubeurs et des artistes, l'appel à soutenir cette initiative est signé

par 1 million de personnes. Moins d'une semaine après, 1,5 million de signatures sont comptabilisées, faisant de L'Affaire du siècle la plus grande mobilisation en ligne en France. Jamais autant de personnes ne s'étaient engagées aussi rapidement pour une même cause. Mi-janvier, 2 millions de citoyens ont signé, et avant l'expiration du délai de deux mois accordé dans le cadre de ce type de procédure juridique, le Premier ministre reçoit officiellement les représentants des quatre associations requérantes.

Cette série d'événements a nourri la montée en puissance d'un nouveau mouvement pour le climat. Le sentiment de devoir dépasser la simple prise de conscience émerge. Jamais l'envie d'agir n'a été aussi forte.

Elle se manifeste tout d'abord par des engagements individuels. Une profusion de livres, de sites Web, d'articles prodiguent des conseils en tout genre pour l'adoption de modes de vie plus écologiques, ou pour la réduction de son propre impact sur l'environnement. Manger moins de viande, prendre le train plutôt que l'avion, utiliser son vélo et laisser sa voiture au garage, acheter moins d'appareils électroniques et les remplacer moins souvent, choisir un fournisseur d'électricité qui soutient les énergies renouvelables ou une banque selon la nature de ses investissements,

faire isoler son logement, générer moins de déchets, etc. La liste des écogestes est longue et de mieux en mieux connue et partagée. Ces propositions répondent à un besoin grandissant d'agir dans sa vie quotidienne. « Que puis-je faire, à mon niveau, pour lutter contre le réchauffement climatique ? » La question est partout, dans les médias, les conférences publiques, les programmes scolaires, les dîners de famille. Bonne nouvelle, ces actes individuels ont pris une dimension supplémentaire, plus impliquante et surtout plus efficace. Les gestes peu contraignants, mais aussi peu impactants à l'échelle de la planète – fermer l'eau du robinet pendant qu'on se brosse les dents ou éteindre la lumière en sortant d'une pièce – ont laissé la place à des actes dont les effets sont réels sur la diminution de sa propre empreinte carbone.

Ces nouveaux écogestes font aussi appel à des changements de comportements plus significatifs. Pour une part encore assez large de la population, prendre son vélo pour aller travailler, même lorsque la distance n'est pas décourageante, ou réduire sa consommation de viande restent insurmontables. Il faut dire que, pendant de longues années, manger de la viande tous les jours et avoir une belle voiture furent synonymes d'une certaine réussite sociale et économique. Se libérer de ces contraintes culturelles et changer les normes sociétales est sans doute l'un de nos défis majeurs.

Le jour où consommer moins et mieux deviendra la règle dans tous les domaines, une bonne partie du chemin aura été parcouru.

Malheureusement, nous n'avons pas le temps d'attendre que ces schémas de pensée évoluent naturellement. Ce serait trop long. Bien trop long. Les évolutions sociétales prennent souvent plusieurs décennies. Le propos ici n'est pas de remettre en cause l'utilité de nos actions au quotidien. Elles sont indispensables et nous devons toutes et tous sans cesse nous poser la question de ce que nous pouvons faire pour alléger notre empreinte environnementale. Les alternatives à nos modes de vie surconsommateurs de ressources naturelles sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus accessibles. Certes, tout le monde ne peut pas se passer de voiture du jour au lendemain. C'est vrai, et la crise sociale portée par les « gilets jaunes » l'a rappelé aux irresponsables qui misaient sur une simple taxe pour régler nos problèmes. Les leviers d'action pour réduire notre impact écologique sont nombreux. Transports, alimentation, logement, achats, si certains changements dans notre vie quotidienne coûtent plus cher à mettre en œuvre, d'autres au contraire permettent de faire de véritables économies.

Pour autant, pour lutter efficacement contre le dérèglement climatique, nous n'avons plus le choix : il faut passer des écogestes individuels aux actes de courage collectifs. Une série d'actions individuelles n'a pas l'effet systémique escompté. Une société n'est pas qu'une somme d'individus. C'est aussi un empilement de structures, de normes, de régulations qui gèrent le collectif. Nos actions doivent avoir pour objectif le bouleversement de ce système. Sinon, le risque est grand que rien ne change ou seulement à la marge. Comment convaincre les gens de renoncer à prendre leur voiture si l'érosion des transports en commun se poursuit et si on continue à bâtir de nouvelles infrastructures routières et autoroutières partout ? Pourquoi s'écarter à mieux recycler et réduire nos déchets si aucune contrainte ne pèse sur les acteurs de l'agro-alimentaire concernant le suremballage ? Comment encourager les enfants à consommer moins de viande si on leur en sert tous les jours à la cantine ? Nettoyer nos campagnes et nos océans des déchets plastiques ne fera que reporter le problème si nous ne nous attelons pas, en même temps, à mettre en place des normes et des régulations contraignantes pour les entreprises qui les produisent.

Il faut aller plus vite dans les mutations de nos sociétés et de nos modes de vie. Il est indispensable de modifier en profondeur la manière dont nous produisons et consommons. En un mot, il faut changer de système. Et rapidement. « Si nous ne parvenons pas à infléchir la courbe mondiale des émissions dans les deux ou trois prochaines années, il est extrêmement probable que nous ne parvenions pas à limiter la hausse de température à 2°C », déclarait à l'AFP le célèbre climatologue Johan Rockström, en septembre 2018, en marge du sommet de San Francisco sur l'action climatique.

Les engagements de chacun doivent désormais être pensés en termes d'intérêt général. Il est temps de doubler nos écogestes individuels d'engagements collectifs plus radicaux. Les dépôts de plaintes, les grèves, le boycott, la désobéissance civile sont les prochaines étapes à franchir pour que le mouvement climatique l'emporte sur les dérèglements de nos milieux et conditions de vie.

Ces actes ont en commun de rechercher l'impact le plus fort sur les structures en place. Qu'il s'agisse de remettre en cause le modèle économique néolibéral et ses excès, ou la mollesse de la réponse politique face aux exigences des industriels et des lobbies. À travers un niveau d'engagement plus audacieux, plus risqué et plus impliquant, l'idée est de contraindre les États à faire mieux.

En recourant à sa liberté d'expression, son libre arbitre (en refusant de consommer certains produits), ou en utilisant son corps comme moyen de revendication, il est possible d'imposer de nouvelles normes sociétales où l'environnement serait au cœur des décisions. Il faut agir auprès de tous les secteurs d'activité concernés et s'opposer à tous les projets climaticides. Une extension autoroutière, la construction d'un nouvel aéroport, l'agrandissement d'une mine de charbon, la destruction d'une aire agricole ou d'une forêt pour en faire un parc de loisirs ou un centre commercial, un nouveau forage pétrolier. Tous ces chantiers constituent autant de raisons de s'interposer. Non qu'ils soient porteurs, pris isolément, d'une augmentation significative d'émissions de gaz à effet de serre, mais chacun nous rapproche d'un monde largement invivable et nous éloigne des solutions à mettre en œuvre.

Il s'agit aussi de reconquérir notre espace démocratique. La génération climat, celle qui découvre les mobilisations citoyennes à travers le prisme de la protection de l'environnement, souhaite se réapproprier son présent et son avenir. Elle n'entend pas les confier aux bons soins des dirigeants politiques qui ont brillé par leur inefficacité en la matière. Et au-delà des cercles militants traditionnels est ressentie partout une forte envie de passer

à l'action, de s'engager, d'avoir enfin prise sur le cours des événements, d'être acteur du changement et de participer à la construction d'un avenir meilleur pour cette planète et ses habitants, humains et non humains.

Ce nouveau mouvement pour le climat s'inscrit dans la dynamique décrite dès la fin des années 1970 par le philosophe allemand Hans Jonas. Dans son ouvrage *Le Principe responsabilité*, il indique qu'en tant qu'êtres humains dont l'« agir » rend la planète vulnérable, l'éthique nous commande d'assumer une responsabilité nouvelle vis-à-vis de la Terre et des générations futures. Hans Jonas ne se contente pas de dresser un état des lieux, il propose un engagement, une transformation de nos comportements collectifs. Il tente d'imposer un nouvel impératif : « Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur Terre. » Il ajoute plus loin que cet impératif « s'adresse beaucoup plus à la politique publique qu'à la conduite privée ».

Un agir collectif pour l'intérêt général, on ne pouvait trouver plus enthousiasmant !



RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : MAI 2019. N° 142160 ()
IMPRIMÉ EN FRANCE

